

Le 23 OCT. 2024

**DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT**

Service Urbanisme et Habitat

N/réf : NH

Objet : Modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération  
Ouverture de l'enquête publique

**ARRÊTÉ n° 2024/188**

Le Président de Cholet Agglomération,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 143-32 à L. 143-36,
- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 311-9,
- Vu l'arrêté n°2024/111 du Président de Cholet Agglomération en date du 4 juin 2024 engageant la procédure de modification n°2 du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Cholet Agglomération,
- Vu les avis rendus par les Personnes Publiques Associées (PPA),
- Vu la décision n°E24000158/49 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes en date du 2 septembre 2024 désignant Monsieur Gérard DUHESME en qualité de commissaire enquêteur,
- Vu la saisine de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) en date du 2 juillet 2024,
- Vu la décision n° 2024ACPD60 / PDL-2024-8004 de la MRAe du 2 septembre 2024 de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération,
- Vu la délibération V-1 du Conseil de Communauté en date du 21 octobre 2024 portant décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale la modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération,
- Considérant que les instances et organismes consultés qui ne se sont pas prononcés à la date du présent arrêté, pourront rendre leur avis avant l'enquête publique et que ces avis seront joints au dossier,
- Considérant la nécessité de soumettre à enquête publique la procédure de modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération préalablement à son approbation,

## ARRÊTE

Article 1 : Il sera procédé, dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme et le code de l'environnement, à une enquête publique portant sur la procédure de modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération. Cette procédure, engagée par arrêté du Président de Cholet Agglomération en date du 4 juin 2024, a pour objets :

- de promouvoir le tourisme vert par la modification d'une prescription du SCoT,
- de mettre à jour la définition et la cartographie des enveloppes urbaines dans le SCoT.

Article 2 : Monsieur Gérard DUHESME, cadre supérieur groupe MICHELIN à la retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes.

Article 3 : L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 15 jours, du mardi 12 novembre 2024 à 9h00 au mardi 26 novembre 2024 à 17h30 :

- à l'Hôtel d'Agglomération, désigné comme siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30,
- à la mairie de La Plaine aux jours et heures habituels d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00, et le samedi de 8h00 à 11h00,
- à la mairie de Maulévrier aux jours et heures habituels d'ouverture : les lundi et vendredi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, le mardi de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30, et les mercredi et jeudi de 9h00 à 12h30,
- à la mairie de La Romagne aux jours et heures habituels d'ouverture : les lundi et vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30, du mardi au jeudi de 8h30 à 12h30 et le samedi de 8h00 à 12h00,
- à la mairie de Lys-Haut-Layon aux jours et heures habituels d'ouverture : les lundi, mercredi et jeudi de 9h00 à 12h30 et de 14h30 à 17h00, le mardi de 9h00 à 12h30 et de 14h30 à 19h00, le vendredi de 9h00 à 16h00.

Toute information concernant le dossier peut être demandée auprès de Monsieur le Président de Cholet Agglomération – Direction de l'Aménagement – Hôtel d'Agglomération – rue Saint-Bonaventure BP 62 111 – 49 321 CHOLET Cedex – tél. : 02 72 77 20 80 – courriel : [amenagement-adc@choletagglomeration.fr](mailto:amenagement-adc@choletagglomeration.fr).

Article 4 : Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant celle-ci, un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est notamment :

- mis en ligne sur le site internet de Cholet Agglomération : [urbanisme.cholet.fr](http://urbanisme.cholet.fr),
- affiché à l'Hôtel d'Agglomération et en mairie de chacune des communes, communes déléguées et associées concernées par la modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération,
- affiché de manière visible et lisible sur le territoire de l'ensemble des communes de Cholet Agglomération.

Le même avis est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Article 5 : Le dossier soumis à enquête publique est constitué conformément à l'article R. 153-8 du code de l'urbanisme et à l'article R. 123-8 du code de l'environnement. Il comprend notamment :

- en l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet à évaluation environnementale, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes, un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;
- la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, plan ou programme ;
- lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article 6 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations écrites ou orales, aux dates, heures et lieux suivants :

- le mardi 12 novembre 2024 de 9h00 à 12h00 à l'Hôtel d'Agglomération,
- le samedi 23 novembre 2024 de 8h00 à 11h00 à la mairie de La Plaine,
- le mardi 26 novembre 2024 de 14h30 à 17h30 à la mairie de Lys-Haut-Layon.

Article 7 : Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- à l'Hôtel d'Agglomération, siège de l'enquête publique (dossier également en consultation gratuite sur un poste informatique),
- à la mairie de La Romagne,
- à la mairie de Maulévrier,
- à la mairie de La Plaine,
- à la mairie de Lys-Haut-Layon,

Le dossier d'enquête publique sera consultable sur le site internet de Cholet Agglomération : [urbanisme.cholet.fr](http://urbanisme.cholet.fr).

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra consigner ses observations sur l'un des registres d'enquête précités ou les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur :

- par voie postale à l'adresse suivante : Cholet Agglomération, Direction de l'Aménagement (Modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération), Hôtel d'Agglomération, rue Saint-Bonaventure, BP 62 111, 49 321 CHOLET CEDEX,

- par voie électronique, à l'adresse suivante :

[amenagement-adc@choletagglomeration.fr](mailto:amenagement-adc@choletagglomeration.fr) (objet : observation enquête publique / Modification n°2 SCoT Cholet Agglomération).

Les observations reçues par voie électronique seront consultables sur le site internet de Cholet Agglomération : [urbanisme.cholet.fr](http://urbanisme.cholet.fr).

À compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et pendant celle-ci, tout personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de Cholet Agglomération.

Article 8 : À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, chacun des registres sera clos par le commissaire enquêteur qui rencontrera sous huitaine Cholet Agglomération et lui communiquera les observations orales et écrites consignées dans un procès verbal de synthèse. Cholet Agglomération disposera alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête pour transmettre au Président de Cholet Agglomération, le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

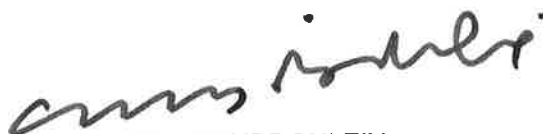
Article 9 : Une copie du rapport et des conclusions sera transmise par le commissaire enquêteur au Président du Tribunal Administratif de Nantes.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à la Préfecture de Maine-et-Loire, à l'Hôtel d'Agglomération et aux mairies de La Plaine, Maulévrier, La Romagne et Lys-Haut-Layon aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Cholet Agglomération : [urbanisme.cholet.fr](http://urbanisme.cholet.fr). Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues à l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 10 : Suite à cette enquête publique, la procédure de modification n°2 du SCoT de Cholet Agglomération, dont le dossier sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui y seront joints, des observations du public et du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, sera soumise pour approbation au Conseil de Communauté de Cholet Agglomération.

Article 11 : Madame le Directeur Général des Services de Cholet Agglomération et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours gracieux, qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la décision de rejet du recours gracieux.



Gilles BOURDOULEIX  
Maire de Cholet  
Président de Cholet Agglomération  
Député honoraire